

Lettonie

EXÉCUTION DES ARRÊTS DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME PRINCIPALES RÉALISATIONS OBTENUES DANS LES ÉTATS MEMBRES

Cette étude présente de brefs résumés¹ d'une sélection des principales réformes et réalisations rapportées dans les résolutions finales depuis que le système de la Convention a été modifié en 1998 par le Protocole n° 11, en mettant clairement l'accent sur les réformes récentes, mais en se référant également à des développements antérieurs importants.

Compte tenu de la richesse des affaires closes, la sélection se concentre sur celles qui ont conduit à des changements de législation ou de réglementation gouvernementale ou à l'adoption de nouvelles politiques ou lignes directrices générales émanant des tribunaux supérieurs. En règle générale, cette étude ne couvre pas les informations sur les mesures visant à fournir une réparation individuelle aux requérants.

La présentation est organisée pays par pays et les réformes sont, en principe, présentées dans l'ordre correspondant aux domaines thématiques utilisés dans la base de données spécialisée du Conseil de l'Europe HUDOC EXEC et dans les rapports annuels du Comité des Ministres sur la surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme.

De nombreuses réformes portent sur des questions qui semblent être des défis en cours dans l'État membre. Les effets des réformes adoptées à un moment donné pourraient donc avoir besoin d'être suivis et possiblement réévalués en fonction des changements de circonstances².

¹ Les résumés sont rédigés sous la seule responsabilité du Service de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme.

² La présentation est limitée aux informations fournies au moment de l'adoption de la résolution finale. Il est rappelé dans ce contexte que le Comité des Ministres a publié la [Recommandation\(2004\)5](#) sur la vérification de la compatibilité des projets de loi, des lois en vigueur et des pratiques administratives avec les normes fixées par la Convention européenne des droits de l'homme.

► Protection contre les mauvais traitements

En avril 2015, l'usage des cages métalliques en première instance et en appel avait complètement cessé.

En ce qui concerne les actions des forces de sécurité, le Bureau du contrôle interne a été créé en 2015 afin d'assurer la discipline et la légalité au sein des unités structurelles de la police d'État et d'analyser, planifier, coordonner et mettre en œuvre des mesures visant à prévenir et détecter les infractions commises par les officiers et les employés de la police d'État. Le Bureau veille à ce que les éléments de preuve soient recueillis en temps voulu et évalue la nécessité et la proportionnalité du recours à la force. Des mesures ont également été prises afin de renforcer l'efficacité du contrôle exercé par les procureurs. Le rapport 2016 du CPT a souligné une tendance positive dans la prévention des mauvais traitements par la police.

Afin de renforcer le contrôle des procureurs sur les enquêtes quant aux infractions qui auraient été commises par des fonctionnaires rattachés au Ministère de l'intérieur, la Section de la surveillance des enquêtes préliminaires du Département du droit pénal du Bureau du Procureur général a effectué un audit des procédures pénales relevant de la responsabilité du Bureau de la sécurité intérieure de la Police d'État. Finalement, en 2016, un système d'information sur les poursuites a été mis en place.

Calovskis (22205/13)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)212

Holodenko (17215/07)
Résolution finale
CM/ResDH(2018)382

Balajevs (8347/07)
Résolution finale
CM/ResDH(2020)189

Emars (22412/08)
Résolution finale
CM/ResDH(2021)233

► Conditions de détention / recours

En vertu d'un règlement gouvernemental de 2003 sur les règlements internes des centres de détention, leurs administrations doivent permettre à un détenu de pouvoir contacter sa famille ou d'autres personnes. En 2004, des conditions plus strictes ont été prévues pour le contrôle de la correspondance pendant l'enquête préliminaire : la correspondance ne peut être contrôlée qu'en cas d'enquête sur des crimes graves ou extrêmement graves et seulement pendant une période maximale de 30 jours.

Après 2005, d'autres progrès ont été réalisés : la rénovation ou la reconstruction de plusieurs prisons ; la construction d'un nouvel hôpital pénitentiaire ; l'adoption d'une nouvelle législation prévoyant des normes pour l'espace vital minimum par détenu et la fourniture aux détenus de produits d'hygiène personnelle ; l'adoption de nouvelles réglementations pour les fouilles corporelles et l'utilisation de mesures de contrainte spéciales ; la possibilité pour les détenus de soumettre leurs plaintes aux tribunaux administratifs.

En 2010, une Loi sur la coopération mutuelle entre l'administration pénitentiaire et la police d'État a été adoptée pour prévenir les risques de lésions corporelles pour les détenus après avoir collaboré avec les forces de l'ordre. Le Code de l'exécution des peines a été modifié en 2011 et 2013 pour assurer une meilleure évaluation des risques de violence entre détenus et des besoins des condamnés qui en résultent. Les procédures concernant les enquêtes sur les incidents de violence entre détenus ont été améliorées en 2015.

Groupe Kadikis (62393/00+)
Résolution finale
CM/ResDH(2016)122

Lavents et Jurjevs (58442/00 et 70923/01)
Résolution finale
CM/ResDH(2009)131

J.L. (23893/06)
Final Resolution
CM/ResDH(2018)129

➤ Droit à la liberté et à la sécurité

▢ Légalité de la détention

Le contrôle juridictionnel de la détention provisoire a été amélioré par la création, en 2005, d'un poste de juge d'instruction ayant le pouvoir de décider de l'application et de la prolongation de certaines mesures de contrainte (détention, assignation à résidence, placement dans une institution) et par l'imposition de délais pour la détention provisoire.

Un contrôle périodique obligatoire de la détention par le juge d'instruction et le droit de l'individu concerné de soumettre une demande auprès du juge d'instruction afin de faire contrôler l'ordonnance de mise en détention, ont également été réglementés en détail. D'autres modifications en 2012 et 2013 ont permis un meilleur contrôle de la détention après condamnation en première instance.

▢ Légalité de la détention administrative

En 2020, la Cour suprême de Lettonie a souligné que la détention administrative d'une personne en vertu du Code des infractions administratives doit être proportionnée aux circonstances particulières de l'affaire et être une mesure de dernier ressort. En outre, la Loi de 2020 sur la responsabilité administrative limite les motifs d'application de la détention administrative à : l'établissement de l'identité de la personne et l'absence de réponse de la personne à l'invitation à mettre fin à l'infraction.

Les modifications apportées à la Loi sur la procédure pénale en 2016 prévoient le contrôle judiciaire périodique et obligatoire de la légalité de la détention dans le cadre d'une procédure d'extradition. Ce contrôle est effectué par le juge d'instruction à la demande de l'intéressé ou de son avocat. En l'absence d'une telle demande, il est effectué par le juge d'instruction de sa propre initiative tous les deux mois.

▢ Détention des personnes atteintes de déficiences mentales

La Loi sur les traitements médicaux de 2007 a introduit une procédure de contrôle juridictionnel en cas d'hospitalisation forcée. Les mesures médicales obligatoires nécessitent également désormais une évaluation récente de l'état de la santé mentale de la personne. La participation obligatoire à l'audience du tribunal pour les mesures obligatoires imposées à des personnes handicapées mentales a été introduite en 2014 (Loi de procédure pénale).

Les décisions adoptées *in absentia* sont possibles si, conformément à l'avis d'un expert, l'état de santé de la personne concernée ne lui permet pas de participer, auquel cas le représentant de la personne devrait pouvoir participer aux audiences.

▢ Détention en attendant l'issue de la procédure d'asile

Selon la Loi sur l'asile de 2016, un demandeur d'asile peut faire appel de sa détention par le Service national des gardes-frontières (qui peut être de six jours au maximum) auprès du tribunal de district dans les 48 heures, qui doit examiner cette demande sous 24 heures.

Lavents et Jurjevs
(58442/00 et 70923/01)
Résolution finale
CM/ResDH(2009)131

Shannon (32214/03)
Résolution finale
CM/ResDH(2016)64

Bannikov (19279/03)
Résolution finale
CM/ResDH(2015)137

Zelčs (65367/16)
Résolution finale
CM/ResDH(2020)322

Calovskis (22205/13)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)212

L.M. (26000/02)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)209

Beiere (30954/05)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)311

Nassr Allah (66166/13)
Résolution finale
CM/ResDH(2016)192

► **Fonctionnement de la justice**

▢ Procédures pénales

En 2005 la possibilité pour les juges d'entendre sur place les témoins qui ne peuvent pas se présenter devant le tribunal en raison de leur état de santé a été introduite. Afin de traiter correctement le plaidoyer d'incitation d'un défendeur dans une procédure pénale, les modifications apportées au Code de procédure pénale en 2014 ont prévu la recevabilité des preuves obtenues à la suite de mesures opérationnelles spéciales sur une demande recevable soulevée par le procureur, la victime, le défendeur ou l'avocat de la défense.

▢ Protection des droits des personnes atteintes de déficiences mentales devant les tribunaux

Les personnes privées de leur capacité juridique sont autorisées à défendre personnellement leurs droits devant les tribunaux internes et les institutions de l'État. À la suite des modifications apportées à la Loi sur la procédure pénale en 2014, les prévenus faisant l'objet de mesures de nature médicale doivent désormais participer aux audiences du tribunal. Les décisions *in absentia* ne sont possibles que si, selon une expertise, l'état de santé de la personne concernée ne permet pas sa participation, auquel cas le représentant de la personne doit participer aux audiences.

En 2013, un système de restriction partielle de la capacité juridique des individus a été adopté, prévoyant qu'un tribunal peut réexaminer la décision en question sur demande. Auparavant, la Loi de 2003 sur les services sociaux et l'aide sociale prévoyait déjà que le placement et le séjour dans des institutions sociales à long terme reposaient sur le principe volontaire et contractuel. Un amendement de 2006 prévoit explicitement qu'une personne peut demander à quitter les établissements de soins et d'assistance sociale de long terme. Des dispositions procédurales détaillées ont été introduites en 2008. En 2012, la procédure de soumission de telles demandes a été simplifiée et les municipalités locales ont été tenues de garantir un logement aux personnes sortant d'un établissement et ne pouvant retourner dans leur ancien lieu de résidence. Le Ministère de la protection sociale contrôle la qualité des services de réinsertion sociale et statue sur les plaintes.

▢ Recours contre la durée excessive des procédures judiciaires

Parmi les mesures adoptées pour réduire la durée des procédures judiciaires, on peut citer : l'introduction de procédures écrites devant les cours d'appel, l'utilisation des technologies modernes dans les tribunaux, la possibilité pour les tribunaux d'imposer des sanctions si les parties ne se présentent pas aux audiences de manière continue, etc. En outre, un recours compensatoire a été adopté en 2005 pour les plaintes relatives à des procédures pénales d'une durée déraisonnablement longue.

En 2013, les modifications apportées à la loi sur le pouvoir judiciaire, en conjonction avec les dispositions pertinentes de la Loi sur la procédure civile, ont introduit des recours accélératoires et prévu un contrôle strict du respect des délais de procédure par les présidents des tribunaux et le Conseil judiciaire. Au cours de la période 2017-2018, d'autres mesures ont contribué à réduire la durée des procédures, notamment la mise en place d'un système de suivi en

Pacula (65014/01)
Résolution finale
CM/ResDH(2016)96

Baltins (25282/07)
Résolution finale
CM/ResDH(2016)191

Raudevs (24086/03)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)208

Beiere (30954/05)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)311

Mihailovs (35939/10)
Résolution finale
CM/ResDH(2018)286

Černikovs (71071/01)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)123

Veiss (15152/12)
Résolution finale
CM/ResDH(2021)155

ligne, la possibilité de transférer les affaires pour équilibrer la charge de travail des tribunaux, une réforme territoriale des tribunaux et une augmentation du nombre de juges. La médiation a été encouragée en tant que solution extrajudiciaire de règlement des différends.

▢ Présomption d'innocence

Une loi sur la responsabilité administrative entrée en vigueur en 2020 a aboli la notion de « récidive administrative » et d'arrestation administrative comme type de sanction administrative.

Kangers (35726/10)
Résolution Finale
CM/ResDH(2020/107)

▢ Protection de la vie privée

▢ Surveillance secrète

En 2011, la Cour constitutionnelle a reconnu l'obligation pour les forces de l'ordre d'obtenir l'approbation des autorités judiciaires pour des activités opérationnelles telles que l'interception téléphonique, même si la mesure en question dure moins de 72 heures.

Meimanis (70597/11)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)211

▢ Acquisition, usage, divulgation ou rétention de données médicales personnelles

Concernant la protection des données personnelles des patients, la Loi de 2009 sur les droits des patients prévoit que ces données ne peuvent être utilisées qu'avec le consentement écrit du patient ou dans les cas prévus par cette loi. La loi énumère les établissements publics de santé, y compris l'Inspection de la santé, qui peuvent recevoir, recueillir et utiliser les données des patients. Les fonctions de supervision de l'Inspection de la santé sont définies dans son Statut de 2008. La procédure de collecte des données sur les patients a été établie dans son règlement intérieur de 2013.

L.H. (52019/07)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)64

▢ Transplantation d'organes et de tissus

La Loi de 2010 sur les droits des patients garantit le droit des parents les plus proches de prendre une décision concernant un traitement médical ou de le refuser si le patient n'est pas en mesure de prendre une telle décision. L'Inspection de la santé est compétente pour recevoir les plaintes des membres de la famille et ses décisions peuvent faire l'objet d'un recours devant les tribunaux administratifs.

Petrova (4605/05)
Elberte (61243/08)
Résolution finale
CM/ResDH(2018)244

▢ Droits électoraux

Des amendements ont été introduits à la Loi sur les élections parlementaires entre 2009 et 2014 limitant le champ des restrictions à l'éligibilité, n'excluant que les personnes qui étaient auparavant impliquées directement dans les activités principales du KGB.

Adamsons (3669/03)
Résolution finale
CM/ResDH(2014)279